

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

2025.02.12\_49.RI

**ARRETE**

reconnaissant le caractère de calamité  
agricole aux dommages subis par  
les agriculteurs du **Maine-et-Loire**

**LA MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

**VU** les articles L. 361-1 à L. 361-8 du code rural et de la pêche maritime organisant la gestion des risques en agriculture ;

**VU** les articles D. 361-1 à D. 361-42 du code rural et de la pêche maritime ;

**VU** l'avis émis par le Comité national de gestion des risques en agriculture au cours de sa séance du 12 février 2025,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** Sont considérés comme présentant le caractère de calamité agricole au sens de l'article L. 361-5 du code rural et de la pêche maritime pour les biens et les zones ci-après définis les dommages dus à la neige du 21 novembre 2024.

**Biens sinistrés :**

Pertes de fonds en arboriculture pour remise en état et nettoyage des parcelles, palissages, replantation d'arbres et remise en place des filets.

**Zone sinistrée :** Communes de Allonnes, Avrillé, Baracé, Baugé-en-Anjou, Blou, Bouillé-Ménard, Brain-sur-Allonnes, La Breille-les-Pins, Briollay, Cantenay-Épinard, Chambellay, Chenillé-Champteussé, La Chapelle-Saint-Laud, Les Hauts-d'Anjou, Chazé-sur-Argos, Cheffes, Corzé, Courléon, Durtal, Écouflant, Écuillé, Étriché, Feneu, Les Bois d'Anjou, Grez-Neuville, La Jaille-Yvon, Jarzé Villages, Juvardeil, La Lande-Chasles, Huillé-Lézigné, Le Lion-d'Angers, Loiré, Longué-Jumelles, Marcé, Longuenée-en-Anjou, Miré, Montigné-lès-Rairies, Montreuil-Juigné, Montreuil-sur-Loir, Montreuil-sur-Maine, Morannes sur Sarthe-Daumeray, Mouliherne, Neuillé, Noyant-Villages, La Pellerine, Les Rairies, Saint-Clément-de-la-Place, Saint-Lambert-la-Potherie, Saint-Philbert-du-Peuple, Verrières-en-Anjou, Sceaux-d'Anjou, Segré-en-Anjou-Bleu, Seiches-sur-le-Loir, Sermaise, Soulaire-et-Bourg, Thorigné-d'Anjou, Tiercé, Erdre-en-Anjou, Vernantes, Vernueil-le-Fourrier, Rives-du-Loir-en-Anjou.

**ARTICLE 2 :** Le Directeur général de la performance économique et environnementale des entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 25 FEV. 2025

LA MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Pour la ministre et par délégation  
L'adjoint au sous-directeur compétence

Pierre REBEYROL

